

ROLAND GORI

**ET SI
L'EFFONDREMENT
AVAIT DÉJÀ
EU LIEU**

**L'ÉTRANGE DÉFAITE
DE NOS CROYANCES**

ET SI L'EFFONDREMENT
AVAIT DÉJÀ EU LIEU

Roland Gori

ET SI L'EFFONDREMENT
AVAIT DÉJÀ EU LIEU

L'étrange défaite de nos croyances

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à ceux qui m'ont accompagné de leur soutien et de leurs précieux conseils tout au long de l'écriture de cet essai, mon ami et éditeur Henri Trubert en premier et ses judicieuses suggestions, Marie-José Del Volgo et Tom Ghnassia pour leurs affectueux commentaires et leur exigence implacable.

ISBN : 979-10-209-0866-7

© Les Liens qui Libèrent, 2020

« Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le referra pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. Héritière d'une histoire corrompue où se mêlent les révolutions déchues, les techniques devenues folles, les dieux morts et les idéologies exténuées, où de médiocres pouvoirs peuvent aujourd'hui tout détruire mais ne savent plus convaincre, où l'intelligence s'est abaissée jusqu'à se faire la servante de la haine et de l'oppression, cette génération a dû, en elle-même et autour d'elle, restaurer, à partir de ses seules négations, un peu de ce qui fait la dignité de vivre et de mourir¹. »

« Articuler historiquement le passé ne signifie pas le connaître "tel qu'il a été effectivement", mais bien plutôt devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant d'un danger². »

1. Albert Camus, 1957, *Discours de Suède*, Paris, Gallimard, 1958, p. 18-19.

2. Walter Benjamin cité par Michael Löwy, *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2014, p. 61.

Un spectre hante le monde : l'effondrement qui vient

« Si [...] la capacité de distinguer le bien du mal se révélait liée au pouvoir de penser, il faudrait être en mesure d'“exiger” de tout être sain qu'il l'exerce, quel que soit son degré d'érudition ou d'ignorance, d'intelligence ou de stupidité¹. »

Le Monde du 23 janvier 2020 annonce que « l'horloge de l'apocalypse », imaginée dès 1947 par un groupe de « scientifiques atomiques », vient d'être avancée de vingt secondes. L'échéance de l'apocalypse est fixée à minuit. Nous serions désormais à minuit moins cent secondes². À l'origine, après la seconde guerre mondiale, l'horloge indiquait minuit moins sept minutes, en 1991 elle indiquait minuit moins dix-sept minutes, en 2018 et 2019, comme en 1953, elle affichait minuit moins deux minutes et, aujourd'hui, minuit moins cent secondes. Le laps de temps qui nous sépare de

1. Hannah Arendt, 1973, *La vie de l'esprit*, Paris, PUF, 1981, p. 32.

2. « L'horloge de l'apocalypse avancée de vingt secondes, plus près de minuit que jamais », *Le Monde*, 2 janvier 2020.

l'apocalypse se réduit. Le démantèlement des accords internationaux sur les armements, l'échec des sommets sur le réchauffement climatique, le délitement sociétal, les campagnes de désinformation et la prolifération des *fake news*, inquiètent le groupe d'experts qui compte chaque année treize lauréats du prix Nobel. Nous nous rapprocherions à grande vitesse du précipice vers lequel s'élance l'humanité. L'effondrement est un spectre qui hante le monde. Il est dans l'esprit de l'époque, il est l'esprit de notre temps.

Le Monde du 20 février 2020¹ prolonge cette mise en garde: 1 000 scientifiques en appellent à la rébellion et à la désobéissance civile face à la crise écologique. L'alerte est donnée, les catastrophes se déroulent sous nos yeux, nous vivons la sixième extinction de masse de plusieurs espèces animales, les niveaux de pollution sont alarmants à tous points de vue (plastiques, pesticides, nitrates, métaux lourds...), le réchauffement climatique poursuit sa folle trajectoire. Lâches et impuissants, les États et les hommes politiques se montrent défaillants. L'effondrement de nos sociétés complexes² paraît inévitable face à des politiques qui se montrent incapables de stabiliser le système global, social, culturel, économique et biophysique. Nos sociétés seraient devenues trop complexes et le développement de cette complexification implique un coût énergétique supérieur à ce que leur productivité rapporte. À un moment donné, le système tend à un niveau d'équilibre, niveau à partir duquel menace un

1. *Le Monde* du 20 février 2020, L'appel de 1 000 scientifiques «Face à la crise écologique, la rébellion est nécessaire». À l'époque l'épidémie de Covid-19 n'avait pas encore eu lieu.

2. John Tainter, 1990, *L'effondrement des sociétés complexes*, Paris, Le retour aux sources, 2013.

danger d'effondrement structurel d'abord, suivi d'une désintégration sociale et culturelle, et enfin d'une dislocation politique. Nous risquerions alors d'être plongés dans un monde à la *Mad Max*¹. Le Club de Rome, dès la décennie 1970, avait mis en garde contre cet épuisement des ressources planétaires à cause d'une surexploitation des richesses naturelles au nom de la productivité et de l'efficacité économique, seules à mêmes de répondre aux besoins des populations². Ces modèles ne prédisent pas l'avenir mais convoquent les politiques et les citoyens à des choix qui, jusqu'à présent, se sont révélés bien insuffisants pour prévenir les effondrements biophysiques et structurels de nos sociétés globalisées.

Ce sont nos choix politiques et éthiques qui peuvent, seuls, éviter les «déterminismes environnementaux» conduisant aux catastrophes écologiques. Jared Diamond³ a montré, par une analyse comparative, que le devenir écologique de nos sociétés ne résultait pas uniquement de ses atouts environnementaux. La capacité politique et culturelle de prendre des décisions collectives explique que certaines sociétés élaborent des pratiques permettant d'éviter la surexploitation de leurs ressources, assurant ainsi leur pérennité, alors que d'autres se révèlent incapables de relever ce défi et disparaissent. C'est donc un dispositif de choix collectifs qui

1. *Mad Max* est un film australien d'anticipation de George Miller, sorti en 1979 et remis au goût du jour au cours de la dernière décennie. Dans un futur proche, les grandes nations sont entrées en guerre pour le pétrole, les populations se sont révoltées et des hordes de pillers et de délinquants sillonnent les routes, en proie à la violence et au désordre. Le film offre un univers chaotique de scènes où se mélangent la technologie moderne et la barbarie primitive.

2. Le Rapport du Club de Rome a été actualisé en 2004 dans l'ouvrage co-dirigé par Dennis Meadows *Les limites à la croissance*, Paris, Rue de l'Échiquier, 2017.

3. Jared Diamond, 2005, *Effondrement*, Paris, Gallimard, 2006.

détermine la survie d'une société. Que ce dispositif opère par le haut (décisions centralisées) ou par le bas (décisions locales). Ces choix dépendent de la capacité des individus et de leurs cultures à percevoir les dangers, à se les représenter, à les accueillir dans un imaginaire collectif plus ou moins apte à les intégrer. L'analyse historique et comparative des sociétés est essentielle pour pouvoir dresser des perspectives à même de nous *adapter* au mieux aux effondrements qui viennent. Quarante ans après leur rapport de Rome, Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Rangers renouvellent en 2004 leur alerte concernant « les limites à la croissance » dans un monde fini¹. Une chute combinée de la population, des ressources, et de la production alimentaire et industrielle produirait, selon eux, un « effondrement² ». Ce risque d'effondrement place les catégories du temps au centre de leur analyse. Il convient de prendre en compte les régimes de temporalité suivants : l'urgence des plans à établir pour l'avenir, les retards dans la prise de conscience de la crise écologique, les enseignements à tirer du passé (par exemple, la bulle financière internet ayant abouti à la crise financière des années 2000), le poids des traditions et des référentiels des siècles précédents faisant de la « croissance » le vecteur privilégié du progrès de l'humanité. Mais encore le décalage temporel existant entre une croissance exponentielle et le temps que les limites de la planète « mettent pour envoyer des signaux³ » reçus par les humains et leur permettant

1. Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Rangers, 2004, *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, Paris, Rue de l'Échiquier, « L'écopoche », 2017.

2. Préface de Jean-Marc Jancovici in Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Rangers, 2017, *op. cit.* p. 7-10.

3. *Ibid.*, p. 378.

de faire en sorte que le système économique mondial ne s'effondre. La manière de penser le temps se révèle fondamentale pour pouvoir penser l'effondrement et prendre les mesures sociales et politiques qui s'imposent. L'actualisme technique détruit la nécessaire concordance des temps au profit d'une fuite dans la succession des instants. À partir de quoi, comme le laissent entendre les auteurs, lorsque les humains déchiffrent les « signaux » de souffrance de la planète, il est déjà trop tard. Ils n'ont pas pris conscience suffisamment à temps de la nécessité de changer la *structure du système* qui se révèle tout autant un système d'exploitation des ressources, d'organisation du travail et des pratiques sociales qu'un *système de pensée*.

Aujourd'hui, de nouvelles voix s'élèvent pour mettre en garde les responsables politiques et l'opinion publique contre les nouvelles potentialités autodestructrices de nos civilisations. L'audience médiatique dont bénéficient les messages d'effondrement ont donné naissance à un nouveau courant de pensée : la collapsologie¹, approchée par Pablo Servigne et Raphaël Stevens comme une « véritable science appliquée et transdisciplinaire de l'effondrement² ». La viralité sur les réseaux sociaux de ces annonces d'« effondrement » de notre monde atteste des préoccupations sociales et culturelles majeures de populations saisies par la peur et la terreur d'un avenir incertain. Nous serions exposés au risque imminent d'un anéantissement de nos conditions d'existence matérielles

1. Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015, ainsi qu'une analyse critique des théories de l'effondrement dans *Multitudes*, 76, 2019.

2. *Ibid.*, p. 20.

puis sociales. Tous les jours, les médias se font l'écho d'avertissements rappelant les limites de nos ressources énergétiques, alertant sur les conséquences géopolitiques du dérèglement climatique, s'inquiétant de la réduction de la biodiversité du vivant et des cultures, avertissant de l'instabilité des systèmes financiers hyper-globalisés, prophétisant le déplacement massif de populations exilées climatiques ou réfugiées des conflits endémiques, proclamant la fragilité de nos systèmes d'approvisionnement alimentaire qui ont gagné en efficacité ce qu'ils ont perdu en stabilité, signalant les périls qui pèsent sur nos institutions garantes de la loi et de l'ordre social, déplorant la montée des inégalités sociales entre Nations et à l'intérieur de chacune d'entre elles. La globalisation portée par une forte inter-connectivité des échanges commerciaux, économiques, financiers, industriels et culturels, accroît la complexification des systèmes sociaux, exige davantage de dispositifs de contrôle et d'intégration. Cette sophistication des systèmes accentue leur vulnérabilité. L'émergence d'une pénurie alimentaire dans certaines régions du monde produit, à terme, une tension croissante de l'exploitation des ressources, au risque de mettre en faillite certains États. Cette faillite tend à produire des flux grandissants d'exilés et de réfugiés, climatiques ou fuyant les désordres des guerres ou des terrorismes locaux. Dans un monde hyper-connecté, globalisé et fragmenté à la fois, l'incertitude devient notre destin. Face à l'incertitude de l'avenir et à la conviction d'une catastrophe, la posture éthique la plus raisonnable serait celle d'un « catastrophisme éclairé¹ » : tout faire pour éviter que la

1. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Seuil « Points », 2004.

catastrophe qui s'annonce puisse être éloignée de nous, le plus longtemps et le plus loin possible.

La crainte d'une fin imminente de l'humanité n'est pas une idée neuve. Elle est l'objet de l'eschatologie et a surgi en plus d'un point de notre histoire. Au cours de notre modernité tardive, elle a pris une allure particulière, elle a marqué d'un sceau spécifique le «siècle de la peur¹», nommé ainsi par Albert Camus après Hiroshima. Ce siècle, Albert Camus le situe «entre la peur très générale d'une guerre qu'on nous prépare et la peur toute particulière des idéologies meurtrières, il est donc bien vrai que nous vivons dans la terreur².» À ces menaces évoquées par Albert Camus, s'ajoutent depuis les années 1970 la crainte d'une paralysie générale de nos systèmes d'approvisionnement énergétique et alimentaire qui conduirait au chaos social mondial. Cette crainte provient d'une hyper-globalisation qui a transformé l'économie mondiale en un vaste marché concurrent, géant monstrueux, cyclope aux pieds d'argile qui interconnecte les risques propres à chacun des secteurs critiques de l'environnement, du climat, de la finance, de l'économie et menace les équilibres sociaux et géopolitiques. Ce *risque systémique global*³ place notre civilisation sous la menace d'un effondrement rendu crédible par la diffusion d'indices et de marqueurs inquiétants, en particulier concernant les périls invisibles comme ceux liés au nucléaire. La puissance de destruction des menaces invisibles démultiplie les craintes des dangers réels et imaginaires. Et ce, d'autant plus que nous

1. Albert Camus, «Ni victimes, ni bourreaux», 19-30 novembre 1946, *À Combat*, Paris, Gallimard, 2002, p. 631-672.

2. *Ibid.*, p. 638.

3. Pablo Servigne et Raphaël Stevens, 2015, *op.cit.*

n'avons pas le système symbolique et politique pour y faire face. L'angoisse d'une catastrophe imminente n'est pas sans fondement. Elle révèle un arrière-monde de notre vie quotidienne dont nous préférons ne rien savoir. Les signaux sont au rouge et il nous faut bien le reconnaître. L'augmentation des températures moyennes mondiales est une réalité. Les menaces sur l'alimentation, la santé, l'économie et la paix sont une réalité. Le réchauffement climatique et ses conséquences sur la planète sont une évidence. J'insiste, encore et encore, pour que mon lecteur comprenne bien que je ne saurais méconnaître la réalité de ces menaces. Non, simplement je voudrais montrer que le discours qui les annonce constitue en lui-même une production sociale reflétant une structure mentale. Ces discours de l'apocalypse sont aussi des faits de civilisation, des produits de notre activité sociale, des traits caractéristiques aussi bien de notre réalité culturelle que spirituelle. Comportements individuels et collectifs, faits de civilisation, discours, structures mentales et spirituelles, ne sont que les aspects de la même réalité concrète. Les alertes pour le climat et la dégradation de la planète ne sont pas en surplomb des événements qui arrivent, elles leur sont consubstantielles. Si la vie économique, la vie sociale, la vie politique, la vie spirituelle, la vie psychique, la vie culturelle, ont chacune leur logique propre, leurs discours et institutions spécifiques, elles expriment aussi des aspects communs de la réalité concrète d'une civilisation. Prenons l'exemple du nucléaire.

Il ne s'agit pas de se passer forcément du nucléaire, mais d'apprendre à vivre avec, avec ses dangers, ses peurs et ses promesses. Il s'agirait de l'*encastrer* dans une politique qui prenne en compte d'abord et avant tout, l'humain.

L'humain, non comme une variable d'ajustement de l'économie, mais comme l'ultime finalité de nos actions et de nos capacités de penser. C'est tout le problème de l'écologie, désencastrée du social et du politique, elle relève du spectacle ou du mysticisme donnant l'occasion de *shows télévisés* à des politiques qui, de la Gauche fragmentée à la Droite recyclée, tentent de « verdir » le programme qu'ils n'ont pas ! L'agitation pitoyable à laquelle ces politiques se livrent est démesurée, disproportionnée par rapport aux conséquences incommensurables de la surchauffe, de l'explosion et de l'irradiation d'un réacteur comme celui de Cattenom. Exemple qui illustre la thèse de cet essai : au *déni* de la gravité de la menace correspondent des conséquences globales incommensurables d'un effondrement local. Tout se passerait comme si le chaos *matériel et social* qui émergerait d'une catastrophe existait déjà dans le système de pensée, dans la structure mentale et symbolique de notre civilisation. L'effondrement ne serait plus à craindre, car il a déjà eu lieu dans la réalité spirituelle et symbolique qui nous permet de donner un sens et une cohérence aux événements du monde.

Un documentaire-fiction de Myriam Tonelotto ¹, *An Zéro*, concernant une catastrophe qui pourrait affecter la centrale nucléaire de Cattenom, mieux qu'un long discours, met en évidence la proximité de cette menace d'effondrement de notre système culturel. Ce documentaire-fiction, par les scénarios qu'il met en scène, révèle la misère symbolique et

1. Je remercie Myriam Tonelotto et son équipe de m'avoir transmis le dossier de ce projet transmédia et de m'avoir autorisé à le mentionner. Ce projet, auquel Myriam Tonelotto a bien voulu m'associer, s'intitule *An Zéro. Un accident nucléaire majeur*, avec pour sous-titre *La question n'est pas de savoir si cela se produira, mais quand cela se produira* (2020).

politique des dispositifs capables de réagir à des catastrophes sur le sol même d'une Europe aux PIB conséquents et aux institutions juridiques pourtant bien établies. À partir de données factuelles, ce documentaire-fiction bien construit montre que la disparition d'un pays à la suite d'un accident nucléaire est possible, avec des conséquences humaines, économiques, politiques et environnementales ahurissantes. Cette fiction part d'un fait bien réel : l'existence d'une Centrale nucléaire, Cattenom, à côté du Luxembourg. La présence de Cattenom aux portes d'un des paradis fiscaux et d'un État aussi riche que le Luxembourg a été imposée par la France, au grand dam des luxembourgeois ! Leur ministre écologiste de l'énergie, Claude Turmes, compte s'opposer à la prolongation d'activité de ce site en s'appuyant sur le droit international selon lequel tout projet susceptible d'avoir un impact transfrontalier significatif et préjudiciable à l'environnement, doit être négocié entre les deux parties¹. Cette troisième Centrale nucléaire la plus puissante de France est située à dix kilomètres (sous le vent) de la frontière du Luxembourg, à vingt-deux kilomètres de sa capitale, en bordure de la Moselle qui coule à ses pieds. C'est dire qu'avec un accident, possible, si ce n'est probable, d'une Centrale dont la durée de vie vient d'être portée à cinquante ans (fermeture prévue au plus tôt en 2029), les radiations ont peu de chances de respecter les frontières administratives et géopolitiques. Voilà le fait à l'état brut : en cas d'accident nucléaire de Cattenom, le Luxembourg, petit pays situé au cœur de l'Europe, se verrait effacé de la carte des nations, sa

1. Patrick Jacquemot, « S'appuyer sur le droit pour contrer Cattenom », *Luxemburger Wort* du 12 février 2020, <https://www.wort.lu/fr/granderegion/s-appuyer-sur-le-droit-pour-contrer-cattenom-5e43e086da2cc1784e3560b5>

population évacuée (600 000 habitants), les transfrontaliers refoulés (600 000 personnes supplémentaires), des milliers de personnes irradiées et contaminées, d'autres encore en proie à la panique, au sein d'un paysage d'apocalypse succédant à de très beaux panoramas, à de très belles forêts et à de très beaux vignobles. *L'impact sanitaire de la radioactivité ne serait que la part émergée de l'iceberg.* Les conséquences de la catastrophe seraient incommensurables : le pays, impuissant, s'enfoncerait dans le chaos et la désolation, les gouvernements défaits seraient, comme le restant de la population, contraints à l'exil, une faillite en cascade finirait par faire disparaître le pays de la carte, pulvérisant son économie, sa puissance publique, sa culture et sa langue. Cette catastrophe ne s'arrêterait pas aux frontières du Luxembourg. La panique gagnerait les populations de Lorraine, de la Sarre et d'une partie de la Belgique. Nul n'ignore le rôle essentiel du Luxembourg sur les marchés boursiers, donc sur les économies transnationales. La ruine de l'un entraînant la panique et les faillites des autres. Les conséquences juridiques et politiques seraient considérables en France. Sans devoir entrer dans le détail, et malgré quelques entourloupes juridiques, la France ne pourrait se soustraire à une indemnisation estimée par les experts luxembourgeois à 100 % de son PIB. Comme l'écrit Myriam Tonelotto : « L'euro n'y résistera pas. Les bourses mondiales décrocheront. » Ce serait la fin de l'Union européenne, le chaos social, la désolation économique et politique généralisée. À la frénésie de produire succéderait la panique de populations terrorisées et affamées. Ce scénario de fiction est la *chronique de notre futur* si, et seulement si, nous ne sommes pas à même de *penser* la catastrophe, à son émergence imminente. Myriam

Tonelotto met en scène des personnages subissant d'horribles événements qui les cernent, les mettent sous tension, effondrent leurs vies. Ces personnages deviennent le miroir de notre angoisse, de notre terreur de la présence d'un arrière-monde au sein de la banalité de nos activités. Ces scénarios de catastrophe rendent compte de la présence d'un incompréhensible derrière le connu, d'un chaos en arrière de l'ordre physique et social.

Le chaos social qui résulterait d'une telle catastrophe serait à la mesure de l'*hubris* auquel nous cédon¹. Et par rapport à ce risque de chaos nos « mesurette^s » juridiques se révèlent pitoyables, elles appartiennent à une civilisation qui a préféré le Droit à la Justice. Le Droit est insuffisant à respecter ce qu'il y a de *sacré* dans la personne humaine. La démarche du ministre de l'énergie luxembourgeois de porter l'affaire de Cattenom devant les tribunaux du Droit international est bien sympathique, mais elle témoigne au plus haut point de notre impuissance à respecter la personne humaine, à lui rendre justice. Simone Weil rappelle cette appartenance du Droit à la rationalité même d'une économie marchande à l'origine des injustices : « La notion de droit est liée à celle de partage, d'échange, de quantité. Elle a quelque chose de commercial. Elle évoque par elle-même le procès, la plaidoirie. Le droit ne se soutient que sur un ton de revendication ; et quand ce ton est adopté, c'est que la force n'est pas loin, derrière lui, pour le confirmer, ou sans cela il est ridicule². » Le remède est

1. Collectif, *Manifeste convivialiste : déclaration d'interdépendance*, Paris, Le Bord de l'eau, 2013 ; Alain Caillé, *Extensions du domaine du don*, Arles, Actes Sud, 2019.

2. Simone Weil, 1934, *La personne et le sacré*, Paris, Payot & Rivages, 2017, p. 48.

de même nature que le mal. L'effondrement écologique qui vient matérialisera l'effondrement spirituel et symbolique de notre civilisation. Le Droit permet de résoudre les crises, il est impuissant face à l'effondrement comme l'a montré dans l'histoire les catastrophes des génocides du xx^e siècle et autres exterminations dont l'homme a pu se rendre coupable. L'effondrement est-il d'abord un effondrement des croyances ou une incapacité à les renouveler ? Simone Weil¹ évoque cet effondrement que la France a subi au moment de sa défaite en juin 1940 : elle est tombée, dit-elle, tel un arbre dont les racines étaient entièrement rongées, et qui est tombé au premier choc. Elle en accuse la civilisation moderne qui détourne les humains de leur passé pour ne penser qu'à l'avenir. Illusion dangereuse que cette pensée d'un avenir sans racines, l'avenir ne se construit qu'avec la sève des expériences du passé. Ce « déracinement » des temps modernes a pris, nous dit encore Simone Weil, en Allemagne une forme agressive, en France celle de la léthargie et de la stupeur. La pensée, anéantie par les formes modernes du travail et les divisions sociales qu'elles requièrent, nous cheville au piquet de l'instant. Sans la « *racine spirituelle* » de la révolte aucun secours n'est à espérer, l'effondrement aura lieu comme événement terrestre car il aura déjà eu lieu comme événement symbolique.

Car il s'agit d'un effondrement et non d'une « crise ». À juste raison, ce n'est plus seulement la « crise » du système que notre époque redoute. Le terme de « crise » évoque un moment passager dont les problèmes peuvent être résolus par une prise de décision pertinente. C'est le sens que ce

1. Simone Weil, 1943, *Le déracinement*, Paris, Flammarion, « Champs », 2014.

terme de « crise » détient en médecine : « La crise [...] est, très précisément, ce “moment d’une maladie caractérisé par un changement subit et généralement décisif en bien ou en mal” . Du grec *krisis*, “décision”, la crise est ce point périlleux où tout se joue, l’instant critique qui peut basculer dans une issue heureuse ou funeste. En ce sens, nous devons l’admettre, la crise est plus ancienne que nous ne le pensions, elle date d’avant le premier tour, quand il nous appartenait encore de *décider*¹. » Mais, avons-nous encore la possibilité de décider ? Avons-nous encore le courage de penser et de décider ? La décision est un luxe qui n’appartient pas à tous les individus et à tous les peuples. La capacité de décider demeure subordonnée à un imaginaire individuel et collectif. Dans une culture où le profit à court-terme est la règle, où l’égoïsme est largement partagé, il est difficile d’intégrer les risques invisibles et lointains que nos pratiques font courir aux générations futures. Nous avons aussi les élus que nous méritons, que notre culture et nos valeurs méritent. Comment pouvoir prendre des décisions hardies, courageuses et anticipatrices pour préserver les générations futures lorsque nous nous montrons capables de sacrifier celles qui meurent sous nos yeux ?

Car, pour une partie des humains l’effondrement social, économique et vital n’est pas pour demain, il a déjà eu lieu, il se vit au présent. Il n’a pas besoin d’attendre la catastrophe de Cattenom. Il s’immisce dans les migrations des populations effrayées et affamées de bien-être, dans les abris de fortune des désastres des guerres régionales, dans la précarité des conditions sociales d’existence et d’emploi,

1. Camille Laurens, *Le Grain des mots*, Paris, P.O.L., 2003, p. 113.

dans l'exploitation éhontée des peuples et des individus misérables, dans toutes les nouvelles formes d'esclavagisme social. La perte de confiance dans l'avenir, la peur et l'angoisse suintent de tous les espaces sociaux. Récemment, un sondage révèle que plus de la moitié des personnes interrogées de 28 pays différents considèrent que le capitalisme « apporte plus de mal que de bien¹ ». La peur de « perdre » atteint un très haut niveau avec 83 % de sondés. Une grande majorité de jeunes américains choisit le socialisme et rejette le capitalisme². Le livre de Christophe Deroubaix offre une vision inattendue des États-Unis. Cartes et données à l'appui, il montre que la vieille Amérique est en train de mourir pendant qu'une autre naît, portée par la montée en puissance des minorités et l'ouverture culturelle de la nouvelle génération, les *millennials*. Jeune, métissée, progresse, c'est elle qui a élu Obama, qui a obtenu le doublement du salaire minimum dans plusieurs États, qui réclame l'instauration d'un système public de santé et la réduction des inégalités. Cette jeunesse américaine a perdu les élections présidentielles de 2016, mais ses attentes ont révélé l'imminence de l'effondrement d'un système qui ne saurait être qu'économique. Le capitalisme, dont Max Weber a très tôt montré les liens avec *l'éthique*³, est d'abord une métaphysique, une métaphysique du marché. L'aspiration des *millennials* témoigne des attentes et des espoirs éthiques face à l'effondrement d'un système capitaliste qui, s'il ne s'est

1. Baromètre Edelman 2020, cité par Pierre Laurent, *Blog* du 27 janvier 2020.

2. Christophe Deroubaix, *L'Amérique qui vient*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2016.

3. Max Weber, 1904-1905, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2002.

pas encore effondré comme régime économique, s'est déjà effondré comme esprit, comme vision éthique du monde. En attendant l'effondrement du système culturel (capitaliste) et économique, les populations éprouvent des craintes et des peurs qui pourraient bien se métamorphoser en terreur face aux prémices d'un effondrement, d'une catastrophe. La base éthique de la capacité des systèmes symboliques à réagir face à des chocs, à des traumatismes, est la *confiance*. Elle est bien mise à mal aujourd'hui.

Dans son rapport¹ de 2010, Jean-Paul Delevoye décrit le corps social français comme une société « fatiguée psychologiquement » et il se déclare « inquiet que le chacun pour soi [ait] remplacé l'envie de vivre ensemble », une inquiétude qui semble refléter l'opinion publique. Deux exemples illustrent l'existence de ce malaise. D'après ce rapport², environ 50 % des français pensent qu'un jour ils pourraient se trouver « sans domicile fixe ». D'après une autre étude [de ce rapport], environ 78 % de la population estime que l'avenir de leurs enfants risque d'être pire que le leur. Cette idée démontre la fin d'une croyance collective dans le progrès social. Les français ont perdu la foi dans un meilleur avenir pour leurs enfants, que ce soit sur un plan social, économique ou politique. Un sondage récent montre que plus de la moitié des français considère que leur pouvoir d'achat a baissé alors même que les chiffres attestent qu'il a augmenté³. C'est le

1. Jean Paul Delevoye, Rapport annuel 2009 du Médiateur de la République remis en 2010 au Président de la République, http://www.mediateur-republique.fr/fic_bdd/pdf_fr_fichier/Mediateur_RA09_DEF.pdf

2. *Ibid.*

3. « Pouvoir d'achat : un Français sur deux croit voir son porte-monnaie se vider », France Inter le 28/01/2020. <https://www.franceinter.fr/pouvoir-d-achat-un-francais-sur-deux-croit-voir-son-porte-monnaie-se-vider>

système symbolique qui contient les flux et les turbulences environnementales, sociales et politiques qui est mis à mal. Paradoxalement, les choses ne vont pas aussi mal que les gens le pensent, ni aussi bien qu'ils feignent de le croire. Leur système de pensée et de croyances s'est effondré, quand bien même leur situation matérielle et sociale ne s'est pas autant détériorée qu'ils le craignent. L'angoisse de l'effondrement montre cette fascination du pire qu'ils convoquent pour mieux l'exorciser. C'est la base d'un « catastrophisme éclairé ». Il ne suffira pas pour réparer l'effondrement qui a déjà eu lieu au sein de nos systèmes symboliques de représentation et de nos réalités sociales.

La menace d'un effondrement de la planète n'est que la partie la plus émergée de l'iceberg. Elle résulte de la débâcle de l'esprit critique, de la démission du souci de justice sociale et de protection de la dignité humaine. Cette défaite de l'Esprit de Philadelphie¹ qui avait prévalu durant les trente glorieuses provient de la dictature des taux de profit installée par les gouvernements néolibéraux. Jean-Jacques Rousseau nous avait déjà averti : lorsque notre rapport à la nature change, tout change². Il affirme que l'appropriation de la terre est la condition émergente des inégalités sociales. Le postulat demeure pertinent pour rendre compte de ce qui se produit aujourd'hui : les crises écologiques rendent visibles et amplifient les inégalités sociales entre les Nations et à l'intérieur de chacune d'entre elles. Un des paradoxes, et non des moindres, de l'alerte mondiale sur l'effondrement de nos sociétés du gaspillage et de la consommation débridée, est de

1. Alain Supiot, *L'Esprit de Philadelphie*, Paris, Seuil, 2010.

2. Jean-Jacques Rousseau, 1755, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, Flammarion, 2011.

se révéler autocentrée, déterminée par les conditions existentielles des occidentaux, par leurs régimes démocratiques et leurs dominations économiques, sociales et politiques! La pensée de la catastrophe imminente semble conditionnée par le fait même de ne pas y être quotidiennement exposé, à la manière de ces traumatismes qui ne s'élaborent que dans l'après-coup, ou de ces angoisses qui constituent une anticipation protectrice du danger. Ce qui met en évidence, de mon point de vue, que pour pouvoir penser la catastrophe il faut encore pouvoir *choisir* des possibles, ce qui s'avère plus difficile pour des populations contraintes, saturées dans leurs existences par la pénurie. Ceux qui possèdent sont tout autant hantés par le risque de perdre que ceux qui manquent et qui, de ce fait, subissent davantage les nécessités du présent. Ce n'est pas forcément le même système de représentations qui est en jeu dans les deux cas, celui de perdre et celui d'avoir perdu ou de n'avoir jamais eu. Il n'empêche, l'analyse de l'univers des *collapsonautes* montre qu'ils «s'apparentent à des "réfugiés cosmologiques", rattrapés par l'histoire, bricolant d'autres modalités d'existence sans toutefois rompre avec le cadre hégémonique qui demeure le leur¹.» Les penseurs critiques de la militance écologique, type collapsologie, signalent que cet engagement s'avère d'autant plus à portée limitée qu'il provient d'une minorité issue des sociétés les plus privilégiées de la planète ayant largement contribué à sa destruction. De ce fait, les alertes d'effondrement imminent risquent d'avoir d'autant moins de crédit et d'impact qu'elles ne sont pas associées à

1. Laurence Allard, Alexandre Monnin, Cyprien Tasset, «Est-il trop tard pour l'effondrement?», *Multitudes*, 76, p. 66.

un souci de justice sociale et de politisation des décisions. La paix universelle est à ce prix, la politisation des crises écologiques. Les menaces de catastrophes climatiques et de dégradation des biens communs, socialement en danger tous les jours depuis l'aube du néolibéralisme, pourraient constituer l'opportunité d'une révision des *politiques* écologiques, au premier rang desquelles la préservation de l'environnement humain !

La question, désormais, serait moins de savoir si cet effondrement se produira, mais quand il se produira. Nous ne serions plus face à une « crise » climatique ou économique ou politique. Nous serions au temps des catastrophes. Ce type de discours est devenu courant. De quoi est-il le symptôme ? Quel rapport peut-il entretenir avec l'Apocalypse annoncée par les discours religieux ou la Chute dans la condition humaine, sanction du péché originel. Une théodicée¹ se niche toujours derrière les affirmations « scientifiques » lorsqu'elles prétendent, au-delà de leurs limites méthodologiques, rendre compte de l'existence des humains et de leurs sociétés. Le terme d'« apocalypse », pour justifié qu'il puisse être par rapport aux conséquences d'une guerre nucléaire, est significatif. Les humains seraient ainsi punis de leur péché d'orgueil, du déchaînement de leur *hubris*, de leur passion de la démesure. C'est exactement en ce point de l'analyse que nous devons séparer le bon grain des alertes scientifiques de l'ivraie de la pensée réactionnaire à laquelle

1. Le terme de « théodicée » désigne aussi bien cette partie de « la philosophie qui traite de l'existence, des attributs de Dieu, de la providence, de l'immortalité de l'âme, que de la justification de la bonté de Dieu par la réfutation des arguments tirés de l'existence du mal ». Alain Rey, *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Dictionnaire Le Robert, IV, 2005, p. 1376.

cette idéologie pourrait inviter. Il convient de se souvenir de la mise en garde d'Emil Cioran sur la forte séduction qu'exerce la doctrine de la Chute et du péché originel sur la « pensée réactionnaire » : « Ne postule-t-elle pas l'invariabilité de la nature humaine, vouée sans remède à la déchéance et à la corruption ? En conséquence, point d'issue, point de solution aux conflits qui désolent les sociétés, ni possibilité d'un changement radical qui viendrait en modifier la structure : l'histoire, temps identique, cadre où se déroule le processus monotone de notre dégradation ! Toujours le réactionnaire, ce conservateur qui a jeté le masque, empruntera aux sagesse ce qu'elles ont de pire et de plus profond : la conception de l'irréparable, la vision statique du monde¹. » L'histoire est ce potentiel de connaissance et d'analyse qui peut faire objection à la pensée réactionnaire. L'histoire est la condition de régénération, de rédemption de nos systèmes symboliques effondrés par les logiques néolibérales.

À chaque époque sa peur, à chaque peur son objet. La nôtre a pour objet la catastrophe écologique et son cortège de chaos, de désintégration sociale et de dislocation politique. Hier, le XIX^e siècle craignait la décadence des sociétés, leur exposition à la *dégénérescence* suite à la désobéissance des peuples à l'égard de Dieu et de ses représentants sur terre. La cause n'était pas seulement celle des « anti-Lumières », des penseurs réactionnaires - tels Joseph de Maistre ou Louis de Bonald -, elle se voyait aussi recyclée par les catholiques sociaux, tel Philippe Buchez, par les progressistes positivistes, tel Bénédicte-Augustin Morel, qui *laïcisaient* le péché

1. Emil. M. Cioran, *Essai sur la pensée réactionnaire*, Paris, Fata morgana, 1977, p. 34.

originel à l'aide des notions d'hérédité et de dégénérescence. Ils proposaient, dans des termes propres à chacun d'entre eux, une *bio-philosophie* de la Rédemption par l'hygiène, la santé publique et la prévention¹. Le XIX^e siècle est le siècle de conversion des notions religieuses en concepts scientifiques, plus ou moins recyclés pour des causes sociales et politiques. Ce que l'autorité ne trouvait plus dans la transcendance, il fallait bien qu'elle le cherche dans les sciences. La grande imposture de ce siècle est d'avoir accrédité la thèse de la fin des religions au moment même où il en crée une autre, la religion positiviste au service de l'industrie et du « progrès ». Cette « illusion » a permis à la civilisation industrielle occidentale de devenir plus grande et plus complexe que toutes les précédentes, d'exploiter sans vergogne les nouvelles sources d'énergie, d'installer de nouvelles organisations sociales, toujours plus complexes et bureaucratiques, de distribuer les prises de décisions politiques et culturelles à travers des réseaux d'informations toujours plus connectés. Nous sommes les héritiers de cette *conversion des valeurs* héritée du XIX^e siècle et matérialisée dans nos institutions sociales et politiques. Nous tendons à oublier les événements tragiques du XX^e siècle qui en furent les produits. Les rituels de cette nouvelle religion du XIX^e siècle se sont maintenus quand bien même la foi dans la doctrine du « progrès » en a été quelque peu altérée. Cette idéologie du « progrès », sans devoir se confondre avec le capitalisme, a pu servir aisément sa cause. Walter Benjamin écrivait que « dans le capitalisme il faut voir une religion, c'est-à-dire que

1. Il convient de se reporter à l'ouvrage de Jacques Hochmann, *Théories de la dégénérescence. D'un mythe psychiatrique au déclinisme contemporain*, Paris, Odile Jacob, 2018.

le capitalisme sert essentiellement à l'apaisement des mêmes soucis, souffrances et inquiétudes auxquels les dites religions apportaient jadis une réponse¹.» Et, il ajoutait : « Le capitalisme est une religion du culte pur, sans dogme². » Nous pouvons donc continuer à la pratiquer sans y croire, jusqu'à l'effondrement final. Et ce avec d'autant plus d'insistance que l'économie est une injonction : « *L'Homo economicus* est donc bien une fable. Toutefois, et c'est là que la dimension religieuse du discours économique apparaît nettement, il s'agit d'une fable parfaitement assumée ! Avec elle, l'économie revêt alors une dimension *prescriptive*, dogmatique³. » Dès lors, en matière d'Apocalypse, l'économie ne pouvait prendre que le relais du religieux. Des systèmes de conversion fonctionnent entre les différents champs d'une société : religion, économie, sciences, mœurs... et santé voient leurs valeurs se convertir aisément et devenir interchangeables.

La science et la religion se sont rendues des services réciproques. Les voies de passage et la conversion des catégories entre les deux modes de connaissance sont plus nombreuses qu'on ne le pense. Quand bien même science et religion se disputent les parts de marché de l'opinion publique, utilisent volontiers les logiques de peur et de terreur des populations, elles tendent parfois à se prêter main-forte, à *convertir* réciproquement leurs notions pour rendre compte sur la scène publique des moments de crise et des craintes ancestrales. Jacques Hochmann a raconté avec finesse cette « moralisation

1. Walter Benjamin, 1921, *Le capitalisme comme religion*, Paris, Payot & Rivages, 2019, p. 57.

2. *Ibid.*, p. 60.

3. *Ibid.*, p. 36, souligné par l'auteur.

de la biologie et une biologisation de la morale¹» dans le recyclage du péché universel par la médecine d'Augustin Morel avec sa notion de «dégénérescence» et d'«hérédité» affectant les individus comme les peuples. Cette médicalisation du mal et de la faute conduisant à des programmes d'hygiène et de prévention dont les médecins devinrent les «missionnaires». Le mal en devenant maladie, maladie héréditaire, affectant préférentiellement certaines races et certaines classes, ne s'incarnait plus seulement chez un individu, mais devenait un problème de société. La biopolitique ouvrait un horizon, à nul autre pareil, en promouvant la médecine et la médicalisation des populations, comme des *facteurs de progrès contribuant à éviter la décadence, la chute dans les ténèbres de la barbarie*. L'espoir dans l'avenir venait prendre le relais de la croyance dans la Providence. La santé devenait une idée neuve en politique, volontiers sollicitée au moment des crises politiques et sociales. Elle prenait le relais du salut des âmes. Emil Cioran, encore, le formule pertinemment : «En plein positivisme, n'évoquait-on pas en termes mystiques, l'avenir, auquel on prêtait une énergie d'une efficace guère moindre que celle de la Providence? Tant il est vrai que se glisse dans nos explications un brin de théologie, inhérent, voire indispensable à notre pensée, pour peu qu'elle s'astreigne à donner une image cohérente du monde².» C'est sur les ruines de cette révolution symbolique avec ses exigences de productivité, d'utilitarisme, de positivisme et d'efficacité louant la force et la raison instrumentale que se profilent les risques d'effondrement.

1. Jacques Hochmann, *Théories de la dégénérescence. D'un mythe psychiatrique au déclinisme contemporain*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 81.

2. Emil Cioran, 1977, *op.cit.*, p. 16-17.